FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

RAPPORT NARRATIF FINAL

Sénégal

Fenêtre Thématique
Environnement et changement climatique

Programme commun Titre:
Pour le développement d'un budget environnemental - Contre le déclin des écosystèmes forestiers

Mai | 2013

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi
****

FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
****
DIRECTION DES EAUX ET FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS (DEFCCS)
****
PROJET D'AMELIORATION ET DE VALORISATION DES SERVICES DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU SENEGAL (PASEF)

RAPPORT TERMINAL TRI-ANNUELS DU PASEF.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CONTEXTE GENERAL DU PROJET 1
I. Introduction 2
1.1. Rappel du contexte 2
1.2. Stratégie d'intervention 3
II. Organisation et fonctionnement 4
2.1. Ancrage institutionnel 4
2.2. Arrangements sur la gestion des fonds 4
CHAPITRE II : BILAN DES ACTIVITES 6
I. Bilan des activités en 2009 7
1.1. Résultats obtenus en 2009 7
A. Objectif Spécifique 1 7
B. Objectif Spécifique 2 8
C. Objectif Spécifique 3 9
1 .2. Analyse des écarts 10
1.3. Contraintes liées à la réalisation des produits 11
1.4. Etat d'exécution budgétaire et financière en 2009 12
II. Bilan des réalisations en 2010 13
2.2 Analyse globale des écarts 16
2.3 Principaux enseignements 16
III. Bilan des réalisations en 2011 17
3.1 Niveau de réalisation des activités planifiées en 2011 17
3.2. Analyse des écarts 20
3.3. Principaux enseignements 21
3.4 Rappel du budget global 2011 21
IV. Bilan des réalisations en 2012 22
4.2. Exécution budgétaire 24
3.2. Exécution des dépenses dans le cadre du NEX 24
3.3. Solde budgétaire dans le cadre du NEX 24
CHAPITRE III : SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE 25
CHAPITRE IV : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 30
CHAPITRE V : ANNEXES 33

ANNEXES

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD	:	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ATEF	:	Agent Technique des Eaux et Forêts
CL	:	Communauté Locale
CR	:	Communauté Rurale
CSE	:	Centre de Suivi Ecologique
DCL	:	Direction des Collectivités Locales
DEEC	:	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
DEFCCS	:	Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols
DPN	:	Direction des Parcs Nationaux
EM	:	Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire
ESF	:	Ecosystèmes Forestiers
FAO	:	Food and Agriculture Organization
FC	:	Forêt Classée
GDS	:	Gouvernement du Sénégal
GRN	:	Gestion des Ressources Naturelles
IEF	:	Ingénieur des Eaux et Forêts
IREF	:	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ITEF	:	Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts
MA	:	Millenium Assesment
MAB	:	Man and Biosphere (l'Homme et la Biosphère)
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
MEPNBRLA	:	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels
OIM	:	Organisation Internationale sur les Migrations
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI	:	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PAN/CLD	:	Plan National d'Action de Lutte Contre la Désertification
PNAE	:	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNDS	:	Parc National du Delta du Saloum
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	:	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PTIP	:	Programme Triennal d'Investissements Publics
RF	:	Réserve de Faune
RNC	:	Réserve Naturelle Communautaire
RSP	:	Réserve Sylvo-pastorale
SEF	:	Services des Ecosystèmes Forestiers
UCP	:	Unité de Coordination du Projet
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture
VET	:	Valeur Economique Totale

CHAPITRE I : CONTEXTE GENERAL DU PROJET

I. Introduction

1.1. Rappel du contexte

La population sénégalaise estimée en 2002 à 10.425.200 habitants avec un taux annuel de croissance de 2,5% est assez jeune avec un âge moyen de 21,8 ans pour les hommes et 22,6 ans pour les femmes et essentiellement rurale (58,5%). Plus de la moitié des citadins vivent dans l'agglomération dakaroise. Avec un Indice de Développement Humain (IDH) relativement faible (0,460), le Sénégal occupe la 156ème place. Le PIB réel a augmenté en moyenne d'environ 5% par année depuis une dizaine d'années, marquant ainsi la première hausse soutenue de la croissance moyenne par habitant au Sénégal depuis l'indépendance. L'économie devrait poursuivre sa croissance à un niveau de 6% au cours des prochaines années. Le niveau général de pauvreté a baissé de 61,4% en 1994 à 48,5% en 2002 pour les familles et de 67,9% à 57,1% pour les individus. Cette baisse est cependant accompagnée de disparités importantes : toutes les régions du pays montrent des taux d'incidence de la pauvreté supérieurs à ceux de Dakar et de manière générale, la pauvreté touche davantage les femmes que les hommes et les zones rurales plutôt que les villes.

Le Sénégal jouit d'un climat politique stable ; une stabilité renforcée par l'Accord pour la paix dans la région naturelle de la Casamance signé en 2004. L'accès aux services de base demeure incomplet et à ce titre, la performance du Sénégal demeure très en deçà de ce que le pays pourrait atteindre compte tenu des investissements consentis. L'accès au financement et aux opportunités est réduit pour de nombreux groupes. Par exemple, les pauvres, les résidents des zones rurales, les femmes et les jeunes n'ont pas accès aux services financiers et cela même si le Sénégal possède l'un des systèmes bancaires les plus développés de la sous région. Dans les régions, la présence du secteur privé demeure très faible et ses possibilités de modernisation inexistantes.

Sur le plan institutionnel, le Ministère en charge de l'Environnement assure la mise en oeuvre des politiques nationales en matière d'environnement. En avril 2000, le Gouvernement a défini deux grandes priorités pour ce ministère: la gestion durable des Ressources naturelles renouvelables et la conservation de la biodiversité. Le ministère comprend les directions suivantes : la Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols (DEFCCS), la Direction des Parcs Nationaux (DPN) et la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC).

Au niveau réglementaire, la gestion des ressources forestières s'articule autour du Code forestier adopté en 1998 et qui stipule que les forêts relèvent soit du domaine de l'État (zones classées comprenant les forêts classées, les réserves sylvo-pastorales, les périmètres de reboisement et de restauration, les parcs nationaux, les réserves naturelles intégrales et les réserves spéciales) ou du domaine protégé (les forêts communales et les forêts communautaires). Le Code forestier de 1998 intègre les principes de décentralisation et de régionalisation adoptés par le pays en 1996 et, pour une première fois, implique les populations locales dans la gestion de leur forêt.

Le contexte environnemental est caractérisé par un taux de déboisement encore élevé 45.000 ha/an et induisant une perte accélérée des terres arables, une érosion des sols dans les bassins versants, et une réduction de la capacité de rétention des sols. L'on assiste à un déclin des écosystèmes forestiers et la dégradation de la forêt entraîne dans beaucoup de communautés locales, la perte de l'accès à certains services de l'écosystème forestier qui sont vitaux pour leur bien-être. Il est aussi caractérisé par une dégradation des ressources eau et air, manifestée, entre autres par :

- ✓ une forte pollution des effluents industriels et une absence totale de système de traitement pour la plupart des industries présentes le long de la baie de Hann ;
- ✓ le non respect des normes de rejets d'effluents ;
- ✓ une tarification de l'eau potable qui ne prend pas en compte les dommages environnementaux sur la ressource ;
- ✓ un système de taxation de la charge polluante des eaux usées qui n'intègre pas toutes les externalités négatives occasionnées par les rejets ;
- ✓ une pollution atmosphérique imputable en grande partie au trafic routier (émission de gaz à effet de serre et impact sur le climat local et global) ;
- ✓ la dégradation de la santé humaine due à l'accroissement des maladies respiratoires, etc.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Sénégal a bénéficié du concours du Fonds Espagnol pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour lutter contre la perte des services des écosystèmes forestiers qui sont vitaux pour le bien être de certaines communautés.

1.2. Stratégie d'intervention

Le Gouvernement du Sénégal a donné la priorité à la protection de forêts dans ses plans de développement. Initialement, le 8e Plan de Développement Économique et Social (1991-1996) avait mis l'accent sur la nécessité de prendre des mesures pour combattre la désertification avec la participation des populations locales, restaurer la capacité productive des sols et l'utilisation rationnelle des ressources forestières. Aussi, à travers les 9ème et 10ème Plans d'Orientation (1996-2001), les priorités ont été axées sur la gestion rationnelle des ressources de l'environnement, le développement de l'éducation environnementale, l'élaboration de plans d'actions local, régional et national pour encourager le développement durable. En 2006, le Sénégal a élaboré son second Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) fondé sur les OMD et fédérant toute une série d'initiatives diverses axées sur l'intensification de la croissance (Stratégie de Croissance Accélérée-SCA), l'amélioration de la gouvernance (Programme National de Bonne Gouvernance-PNBG), la promotion de l'intégration au marché mondial (Initiative du Cadre Intégré) et la dynamique de développement régional (NEPAD notamment). En vue de rendre les Collectivités Locales (CL) plus responsables des actions de développement dans leurs territoires respectifs et d'harmoniser les approches de manière à rendre plus efficaces les interventions des partenaires, le Gouvernement a mis en place le Programme National de Développement Local (PNDL) dont la vision repose sur les axes stratégiques suivants : (i) la poursuite des réformes nécessaires en vue d'une meilleure articulation des politiques sectorielles et la décentralisation; (ii) le renforcement des capacités des CL, des communautés de base, des services de l'Etat, de la société civile et du secteur privé et (iii) le transfert de ressources et la mise en place de mécanismes financiers plus adaptés, notamment en matière de fiscalité locale.

C'est dans ce contexte et en tenant compte des priorités nationales de renforcement de la décentralisation que l'Equipe de Pays du SNU a formulé Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) articlé autour de trois Axes Stratégiques de Coopération conformes aux priorités du DSRP , dans le but de contribuer de façon synergique et harmonisée à lutter contre la pauvreté, en visant particulièrement les groupes vulnérables, à travers la promotion des droits humains, l'équité de genre et le développement durable. Ces axes ont été définis compte tenu des compétences et mandats des agences des Nations Unies et des avantages comparatifs du SNU dans son ensemble.

Avec un accent particulier sur l'amélioration des services des écosystèmes forestiers, favorisant les opportunités de génération de revenus et l'augmentation du bien-être des populations dans

les communautés locales, le programme proposé va appuyer les efforts du Gouvernement visant la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et du PNDL dans la voie de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en particulier, l'OMD no 1 « Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim » et sa « Cible 1 » portant sur « la réduction de moitié, entre 1990 et 2015, de la proportion de personnes dont le revenu journalier s'élève à moins d'un dollar E.U par jour », et l'OMD no 7 « Assurer un environnement durable » et sa Cible 9 sur « l'intégration des principes du développement durable dans les politiques, projets et programmes du pays et l'inversion de la tendance de perte des ressources de l'environnement ». Le programme s'inscrit dans l'Axe Stratégique de Coopération n°1 de l'UNDAF : « Création de richesse et Lutte contre la faim pour un Développement Durable" et spécifiquement à l'Effet Programme n°1.6 : "La durabilité des moyens d'existence des groupes vulnérables et leur cadre de vie sont améliorés dans les zones de concentration du SNU à travers des actions de protection de l'environnement et de valorisation des ressources naturelles".

II. Organisation et fonctionnement

2.1. Ancrage institutionnel

Le Projet a comme ancrage la Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols (DEFCCS) du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (MEPNBRLA). La gestion globale est assurée par l'Unité de Coordination du Projet Conjoint localisée à la DEFCCS qui a en charge la préparation et le développement de la politique nationale en matière de paiement des services des écosystèmes et qui travaille en étroite collaboration avec les Agences du SNU impliquées (PNUE, PNUD, FAO, PAM, OIM, ONUDI et UNESCO) pour s'assurer de l'exécution correcte mais efficace du Projet Conjoint au niveau national.

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) mettra à la disposition de l'Unité de Coordination du Projet l'expertise requise pour l'appui/conseil et le renforcement des capacités.

2.2. Arrangements sur la gestion des fonds

La gestion des fonds se fera selon la modalité « Gestion canalisée » à travers le PNUD jouant le rôle d'Agent Administratif et qui établira des Mémorandums d'Accord (MoU) avec les agences SNU parties prenantes. Toutefois, en fonction des priorités, le Ministère de tutelle se réserve le droit d'identifier les Agences des Nations Unies avec lesquelles elle va établir une collaboration qui fera l'objet d'un PTA approuvé par le Comité de Pilotage.

Pour les activités conduites par la DEFCCS intégrant entre autres celles de l'Unité de Coordination, du CSE, de l'ANSD, le Gouvernement et le PNUD ont convenu d'appliquer la modalité « Exécution Nationale » (NEX). Le MEF ouvrira un compte bancaire au nom du projet avec deux cosignataires et un suppléant au Coordonnateur. Le transfert des ressources gérées par le PNUD se fait sous formes d'avances de fonds trimestrielles et ceci en conformité avec la Plan Annuel de Travail. Les autres Agences parties prenantes effectueront directement les dépenses selon leurs procédures pour la réalisation des activités sous leur responsabilité. Chaque Agence participante assume la responsabilité entière de la programmation financière des fonds mis à sa disposition par l'Agent Administratif (AA). L'Agence établit le processus d'exécution avec ses partenaires selon ses propres procédures. Chaque Agence participante établit un journal pour la réception et l'administration des fonds mis à sa disposition et devra produire un rapport financier certifié conformément aux directives opérationnelles définies par le Fonds. L'Agence

déduira des fonds reçus ses frais de gestion qui n'excèderont pas 7% du budget et ceci en référence au Mémorandum d'Accord signé avec l'AA. Les versements des autres allocations se feront sur la base des plans de travail approuvés par le CPP.
Le projet produira des rapports d'activités, des rapports financiers qu'accompagneront les pièces justificatives des dépenses encourues. Ces documents sont transmis à la CAP/DDI qui procédera à la vérification des justificatifs des dépenses, à l'approbation de la demande de fonds et à son instruction à l'adresse du PNUD sous la signature de l'Ordonnateur National Délégué (DDI).

CHAPITRE II : BILAN DES ACTIVITES

I. Bilan des activités en 2009

1.1. Résultats obtenus en 2009

Le bilan des réalisations par activité selon les produits attendus et les objectifs spécifiques est retracé dans les tableaux suivants. Ces tableaux montrent par ailleurs le niveau d'atteinte des indicateurs.

A. Objectif Spécifique 1

NIVEAU D'ATTEINTE DES INDICATEURS					
Produits/activités	**Indicateurs**	**Cibles**	**Réalisations**	**Taux %**	**Observations**
Objectif spécifique 1					
Produit 1.1					
1.1.1. Développer les scénarios climatiques	Tendances	3	Développement de la méthodologie, validation du protocole de coopération technique (SSFA) avec l'ANSD	10%	Protocole de coopération (PNUE-ANSD) en cours de finalisation
1.1.2. Etablir des LB en faisant une évaluation sous-global (SGA) ;	Situation de référence	14 sites	Développement de la méthodologie, validation du protocole de coopération technique (SSFA) avec le CSE	15%	Le protocole de coopération technique (PNUE-CSE) est signé par les deux parties et le transfert de la première tranche de fonds est en cours ou déjà effectif.
1.1.3. Un L4 économiste pour gérer le SGA ;	Expert Economiste	1	Développement et diffusion de l'approche méthodologique du SGA mis en œuvre dans le cadre du PASEF; Contribution à la redéfinition et/au recadrage des activités des agences (FAO, OIM, UNIDO,) en rapport avec les objectifs du PASEF ; Evaluation participative de la perception communautaire des services d'écosystèmes forestiers dans les sites du projet ; Contribution au questionnaire VAM du PAM sur les aspects liés aux SEF	100%	Expert PNUE mis à la disposition de l'UCP depuis Aout 09. Affecté au PASEF
1.1.4. Mise en place et valorisation de la BD.	Système d'informat°	1	1	15%	Première étude de base

Produit 1.2					
1.2.1 Collecte de données sur des populations déplacées ;	Motifs de migration	1	0	0	
1.2.2 Enquêtes de terrain dans les régions cibles ;	Enquête de perception sur les SEF	7	7	100%	
1.2.3 Publication du document contenant les résultats de recherche.	Partage des premiers résultats sur les SEF	3	2	60%	1 Doc de base et 1 étude
Produit 1.3					
1.3.1. Etudes sur l'évaluation économique des SEF.	Modèle d'estimation de la VET	1	1 Développement de la méthodologie, validation du protocole de coopération technique (SSFA) avec la DEEC	10%	Protocole de coopération (PNUE-DEEC) en cours de finalisation

B. Objectif Spécifique 2

NIVEAU D'ATTEINTE DES INDICATEURS					
Produits/activités	**Indicateurs**	**Cibles**	**Réalisations**	**Taux %**	**Observations**
Objectif spécifique 2					
Produit 2.1					
2.1.1. Mise en place de l'Unité de Coordination. 2.1.2.	Bureaux et équipements	5	5	100%	
2.1.3. Mise en place des cadres de concertation/Séminaire & Ateliers	Equipes techniques régionales	7	7	100%	
2.1.4. Renforcement de capacités, formation/Appui aux Collectivités locales.	Ateliers/séminaires de formation	10	7	70%	Agents MEPNBRLA, Conseil Régional et ARD
2.1.5. Program management and monitoring by UNEP: 0.5 L2 + laptops;		1	Assistance dans le processus de développement et de validation des protocoles de coopération entre le PNUE et les agences nationales (CSE, ANSD et DEEC)	100%	Recrutement à temps partiel (50%) d'un assistant de programme basé à Nairobi
2.1.6. Visites de terrain/Staff travel. 2.1.7.	Nombre Site	7	4	57%	Expert PNUE

Produit 2.2					
2.2.1. Sensibilisation et information des populations et des élus locaux (tenue de réunions).	Populations touchées	1000 7 régions	900 7 échantillons représentatifs des différentes communautés	90% 90%	Matam (160) ; Tamba (180) ; Thiès (110) ; St-Louis (120) ; Kolda (90) ; Ziguinchor (140); Kédougou (100).
Produit 2.3					
2.3.1. Organisation et structuration des acteurs (OCB, dans d'exploitation des ressources forestières ;	OCB	11	7	63%	Le PASEF s'appuie sur les OCB déjà créées par les projets partenaires
2.3.2. Développement de module de gestion et planification économique des ressources forestières à l'endroit des collectivités locales ;	Modules	4	2	50%	Portant sur la fiscalité et la responsabilité de CL
2.3.3. Renforcement des capacités des élus locaux en matière de GRN ;	Autorités locales touchées	120	95	79%	7 gouverneurs 7 Présidents d'ARD, 7 Présidents de Conseil régional, 10 Présidents de Communauté rurale, 60 Conseillers ruraux, 4 députés.
2.3.4. Vulgarisation du modèle de gestion SEF.	1 modèle	nd	nd	« »	L'absence de clarté dans la formulation de ces activités explique en partie la révision du cadre logique du projet intervenu en octobre 2009. Ainsi, dans le PTA de 2010, ces activités ont été formulées autrement.
2.3.5. Détermination de la chaîne de valeur des SEF.	1 chaîne par filière	nd	nd	« »	
2.3.6. Formulation, sélection et lancement de microprojets ;	nd	nd	nd	nd	
2.3.7. Développement de réseaux d'entreprises et d'un cluster dans les produits forestiers ;	nd	nd	nd	nd	
2.3.8. Etudes sur les investissements (équipements sociaux, infrastructures et AGR	nd	nd	nd	nd	

C. Objectif Spécifique 3

NIVEAU D'ATTEINTE DES INDICATEURS					
Produits/activités	**Indicateurs**	**Cibles**	**Réalisations**	**Taux %**	**Observations**
Objectif spécifique 3					
Produit 3.1					
31.1. Formation des populations et des Communautés locales.	Populations touchées	100	70	70%	10 régions
31.2. Enquêtes VAM au niveau village dans le domaine de l'Environnement.	Enquête de vulnérabilité et les SEF	1 étude	En cours	30%	Enquête qualitative et cartog. réalisées

31.3. Formation des acteurs non gouvernementaux et des acteurs privés.	Acteurs touchés	nd	0	0%	Reportée en 2010
31.4. Renforcement de capacités des Agents forestiers en comptabilité environnementale ;	Acteurs touchés	nd	0	0%	Reporté en 2010
31.5. Estimation de la VET de l'air et des ressources en eau.	VET de l'air et de l'eau	3 régions	Développement de la méthodologie, validation du protocole de coopération technique (SSFA) avec la DEEC	10%	planifié pour2010
Produit 3.3					
33.1. Mener une campagne d'information et de sensibilisation.	Réunions rurales	7	7	100%	Dans les 7 régions
33.2. Appuyer l'élaboration d'une charte entre les divers acteurs pour la gestion de la RB.	Plaidoyer	1	0	0%	Non réalisée
33.3. Organiser des ateliers de planification stratégique pour la RB.	Atelier	1	0	0%	Reportée en 2010
33.4. Elaborer et valider le document de planification stratégique de la future RB.	Atelier	1	0	0%	Non réalisé
33.5. Elaborer et valider le plan de gestion de la future RB.	Plan	1	0	0%	Non réalisé
33.6. Identification et évaluation des sites potentiels de la RB.	Site	2	2	100%	Basse Casamance et Ferlo
33.7. Collecte des données scientifiques (bibliographie et études de terrain, enquêtes).	Données carto. du potentiel des SEF et socio-économiques	3	0	0%	Non encore réalisées
33.8. Campagne d'information / sensibilisation.	Campagnes	7	7	100%	7 Régions ciblées
33.9. Projet de proposition de la réserve de biosphère.	Site	1	1	100%	Choix porté sur les Réserves de Ferlo nord et sud.
33.10. Atelier de validation de la proposition.	Atelier	1	1	100%	Présidé par le Gouverneur de Matam.

1 .2. Analyse des écarts

Dans l'ensemble, la mise en œuvre des activités prévues en 2009 a connu un retard, notamment pour les premier et second objectifs spécifiques. Par contre, le troisième objectif spécifique porté par le PNUD et touchant les aspects de formation, de sensibilisation et de partage des premiers résultats a obtenu des résultats satisfaisants atteignant 90% de réalisation. Pour cet objectif n°3, les montants financiers planifiés par activité ont recouvré les activités prévues à hauteur de 94%.

En ce qui concerne les activités gérées par les autres Agences SNU, il est à noter le plus grand retard lié à la lenteur des formalités administratives et aux modalités de recrutement des points focaux des Agences respectives.

En ce qui concerne les Agences nationales, il faut rappeler que le PNUE est jusqu'à présent entrain de finaliser les protocoles qui leur permettront de dérouler les tâches qui leur sont confiées. C'est qui explique que l'ANSD, la DEEC, et le CSE n'ont pas encore réalisé les activités définies sur ces protocoles. Toutefois, le PNUE, à travers son Expert basé à DAKAR, a entrepris la formalisation de ces protocoles pour très prochainement arriver à débloquer les fonds respectifs pour chaque Agence nationale.

Le niveau de réalisation est variable selon les Agences SNU :

- Le PAM a entrepris l'enquête globale sur la vulnérabilité qui a connu un arrêt technique liée d'abord à des procédures administratives (préalable d'accès à la base de données de l'ANSD), puis à la période non propice de l'enquête quantitative coïncidant avec la période du mois sacré de ramadan (juillet 2009). Ce qui explique en partie le report de cette activité. Toutefois, le PAM a mis en place et formé le comité technique, élaboré l'approche méthodologique de collectes des informations, le recrutement des agents chargés de la collecté et réalisé la cartographie des zones de moyens de subsistance renseignant sur les parties du pays où les populations vivent de essentiellement des ressources forestières ;

- L'UNESCO a finalisé le choix du site de la réserve de Biosphère (Ferlo Nord et Sud) puis faire valider ce choix par les Autorités locales et les populations de la région de Matam ;

- L'OIM a réalisé les activités suivantes : mise en place d'un groupe de travail sur le thème migration/environnement (GTME), recensement sur la problématique migration/mobilité et environnement/ressources naturelles au Sénégal, visite exploratoire des sites du PASEF et prise de contact avec les parties prenantes du PASEF, visite exploratoire des sites sélectionnés par le PASEF est en cours (juillet – août)., dans les régions de Thiès, Saint-Louis, et Matam et un atelier sur l'analyse des relations entre migration et environnement.

- L'ONUDI a lancé son programme d'activité en novembre 2009 par un atelier d'identification participative de la zone d'intervention et d'un site pilote (écosystème forestier sous gestion communautaire). Au résultat, c'est la forêt classée de Ndèmène confiée aux populations riveraines qui a été choisie. En outre, l'ONUDI a recruté un Expert International basé en Belgique et est entrain de recruter un Expert national pour un suivi rapproché des activités.

- La FAO a recruté un LTU basé à Accra, seules les formalités administratives (planification, correspondances et pleine participation aux activités en cours) sont à son actif.

1.3. Contraintes liées à la réalisation des produits

- ❖ Le projet a connu un démarrage très timide essentiellement dû au recrutement tardif des Experts par les différentes Agences SNU ;

- Dans certains cas, l'Expert recruté est sur place mais reste très limité sur certaines prises de décisions ;
- Dans d'autres cas, le même Expert assume d'autres tâches au sein de son Institution. En outre, la lourdeur des procédures administratives ne facilite pas la mise en œuvre des activités à temps réel ;
- L'un des plus grands problèmes est lié au temps relativement long que prend le traitement de l'information qu'un Expert envoie à son supérieur hiérarchique ;
- L'autre forme de difficulté réside sur le fait que la Coordination du Projet et les Agences n'ont qu'un lien fonctionnel et de collaboration. Les Agences gèrent de manière autonome les activités technico-financières ;
- Enfin, au niveau de l'UCP, les fonds trimestriels sont reçus avec du retard entraînant une pression insoutenable pour atteindre l'objectif des 80% de taux d'exécution financière.

1.4. Etat d'exécution budgétaire et financière en 2009

Faut-il rappeler que chaque Agence SNU reçoit directement ses fonds et déroulent de manière autonome le chapeau de programme qui lui est confié, à charge de rendre compte à l'UCP. Ainsi, à l'issue de la réunion du Comité de pilotage de validation du PTA 2010, les parties prenantes ont fourni le niveau d'allocation et de dépenses au tableau ci-après. Il faut noter que, mis à part le PNUD qui a reçu des allocations trimestrielles, le TEB équivaut au TEF pour les autres Agences, parce que leurs allocations budgétaires ont une base annuelle. L'analyse des données montre que deux des sept Agences ont réalisé un taux d'exécution budgétaire dépassant les 50% (PNUD et UNESCO) deux autres ont réalisé un TEB légèrement inférieur à 50% (PAM et ONUDI), l'OIM et l'ONUDI ont un TEB en deçà des 30%. La FAO n'a rien dépensé pour l'instant.

AGENCES	BUDGET 2009 ($ US)	DEPENSES ($ US)	T.E.B (en %)	T.E.F (en %)
FAO	66,426	0	0%	0%
OIM	114,660	33,251	29%	29%
ONUDI	57,296	25,436	44,39%	44,39%
PAM	208,971	95,196	45,55%	45,55%
PNUD	563,667	424,812	75%	94%
PNUE	573,058	124,349	22%	22%
UNESCO	84,852	49,435	58,26%	58,26%
TOTAL	**1,668,607**	**752,479**		

II. Bilan des réalisations en 2010

2.1 Résultats obtenus en 2010

Pour rappel, le caractère conjoint du projet exige que chaque Agence déroule les tâches qui lui sont dévolues, puis rend compte à l'UCP qui consolide et analyse les résultats obtenus selon tels que planifiés en décembre 2009. La présente partie fait le point sur les activités du PASEF que les Agences ont déroulé sur le terrain.

Le bilan de l'exécution technique par produit (établi au 15 décembre 2010) est repris dans les tableaux ci-après :

Indicateurs	**Produit 1.1 : Le système d'informations (SI) mis en place par le CSE est élargi à l'ensemble des autres SEF**			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de Groupe de travail (GT) sur les conditions et tendances mis en place	01	01	100%	Le CSE amis en place ce GT qui est fonctionnel
Nombre de revue bibliographique sur les SEF	01	01	100%	Le CSE a commis un Consultant à cet effet.
Nombre d'études sur les conditions et tendances	10	09	90%	Le CSE a étudié 9 sur les dix sites du PASEF
Nombre d'études sure les forces motrices	10	0	0%	L'ANSD vient de démarrer son atelier méthodologique
Nombre de base de données actualisée	1	0	0%	Non encore entreprise.
Nombre d'équipent à mettre en place	1	0	0%	Action reportée à l'année suivante

L'écart observé au niveau du premier produit s'explique par le délai qu'il faut accorder aux procédures technico-administrives d'abord entre le Secrétariat du Fonds et le PNUE et les procédures de contractualisation entre le PNUE et les structures nationales à savoir le CSE, l'ANSD et la DEEC. Ce produit (le SGA) conditionne d'ailleurs la mise en œuvre d'autres produits.

Indicateurs	**Produit 1.2 : la valeur économique totale (VET) des services forestier est évaluée**			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de Groupe de travail (GT) l'évaluation économique	1	01	100%	La DEEC a mis sur place ce GT qui n'est pas encore opérationnel
Nombre de cadre logique d'évaluation économique	1	01	0%	L'approche méthodologique de l'ANSD est en cours de réalisation
Nombre d'étude analytique sur la VET	1	0	0%	
Nombre de chaîne de valeur établie	10	0	0%	L'ONUDI en est à la phase d'étude socio-économique

Fortement dépendant du premier produit, les écarts observés pour ce second produit s'expliquent fondamentalement par le retard de la mise en place des fonds d'une part et l'élaboration technique des outils de mise en œuvre de l'évaluation économique de la VET qui nécessite une expertise avérée. Le PNUE a déjà mis en route la méthodologie en rapport avec la DEEC et l'ANSD.

Indicateurs	**Produit 1.3 : Le renforcement de capacités des parties prenantes sur la connaissance des SEF est réalisé.**			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de formation sur la décentralisation et la GRN	1	01	100%	Les 7 ARD et 7 PRC des régions cibles du projet en ont bénéficié.
Nombre de formation sur la création d'une RB	1	01	100%	Sous la présidence du Gouverneur de Matam, le Président du Conseil régional et les 14 PCR sont informés et sensibilisés
Nombre de campagnes d'information sur la RB	2.	02	100%	Une porte sur la validation du site et l'autre la délimitation des noyaux centraux
Nombre d'agent du MEPN formés sur les SEF	40	38	95%	PNUD/UCP ???
Nombre d'ateliers en comptabilité environnementale	2	02	100%	Une formation d'initiation et une formation de formateur ont touché 50 agents du MEPN et 20 des autres services

Pour le troisième produit qui concerne le renforcement de capacités des partenaires, il n'y a pas d'écarts. Il a été pratiquement réalisé à 100%. Il faut noter ici l'importance des efforts de synergie déployés entre le PNUD, l'UNESCO, le PGIES et les partenaires techniques régionaux.

Indicateurs	**Produit 1.4**:**Les forces motrices de la dynamique des SEF sont caractérisées** -			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre d'études sur les investissements et équipements	3	03	100%	Etudes réalisées et restent à être partagées entre parties prenantes
Nombre d'enquêtés sur la vulnérabilité nationale et les flux migratoires	2 000	2 160	108%	L'enquête nationale est réalisée, mais le produit rapporté aux sites est en cours.
Nombre de profil de la RB	1	0.9	90%	Il reste quelques compléments de données
Nombre d'enquête sur la RB	1	1	100%	
Nombre d'étude scientifique sur la RB	1	1	100%	
Nombre de groupe de travail sur les facteurs de changements	1	1	100%	L'ANSD a mis sur pieds ce GT
Nombre de rapports sur les facteurs de changements	10	0	0%	Le GT vient d'être mis sur pieds

Le quatrième produit relatif aux forces motrices de changement ne connaît pas d'écart par rapport à la planification. Il y'a juste un décalage temporel du point de vue de son exécution. Les cibles quantitatives réalisées ont même dépassé ce qui a été planifié, grâce à l'effort soutenu du CSE à travers le protocole signé avec le PNUE.

Indicateurs	**Produit 1.5** : **Les scénarii des changements climatiques de l'EM sont contextualités.**			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de groupe de travail sur les changements climatiques	1	0	0%	Activités reportées en 2011
Nombre de scénarii plausibles sur les changements climatiques	3	0	0%	

L'écart observé ici est lié au fait que le cinquième produit dépend de la réalisation préalable des produits «forces motrices » et « conditions et tendances ».

Indicateurs	**Produit 2.1** :**Un système fiscal intégrant la VET des SEF est développé** -			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de groupe de travail sur l'écotaxe	1	0	0%	Activités reportées en 2011

Ce produit dépend de la réalisation préalable des premiers produits ; à cet égard, il est attendu vers la fin du projet.

Indicateurs	**<u>Produit 2.2</u> : Une approche pilote participative de création d'une RB tenant compte de la VET des SEF est développée**			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de plan de coopération de la RB	1	01	100%	Le produit final reste à améliorer et à être validé avec les populations à la base
Nombre de charte locale de la RB	1	0	0%	Reporter en 2011
Nombre d'organes de gestion de la RB	3	0	0%	Reporter en 2011

Ce produit ne présente pas d'écart significatif ; les activités relatives à la charte et les organes sont différées en 2011 et sont conditionnées par le récépissé attendu de l'UNESCO Siège.

Indicateurs	**<u>Produit 2.4</u>: Le renforcement de capacités des parties prenantes sur la gestion des SEF est réalisé**			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de sites d'accueil pour un voyage d'étude	4	4	100%	Les 20 représentants ont bénéficié de ce voyage, par contre seul quatre sur dix sites ont été visités
Nombre de formés sur la migration/GRN	40	40	100%	Le Consultant internationale sera disponible en fin novembre
Nombre d'ateliers de formation/sensibilisation dans les CR	4	04	100%	Les quatre ateliers sont tenus, (Bagadadji, Dialambéré, Bignarabé, Dioulacoulon, Fafacourou, (115 villageois).

Ce produit a été réalisé à 100%, bien qu'il y'ait encore une forte demande de la part des bénéficiaires.

Indicateurs	**<u>Produit 3.1</u>** : La gestion technique administrative est assurée			
	Cibles	*Réalisés*	*Taux de réalisé*	Observations
Taux d'exécution budgétaire	80%	80,42%	80,42%	
Taux d'exécution financière	100	78,13	78,13%	
Nombre de comités techniques régionaux	7	7	100%	Dans chaque région d'intervention, il existe un COTRAP présidés par l'IREF
Nombre de DISEC	1	1	100%	Le dispositif de SEC est validé, Il reste la conception et l'hébergement du site WEB.
Nombre de manuel de procédures administratives et financières	1	1	100%	Le manuel de procédures est validé et appliqué par le projet
Nombre d'audit interne	2	2	100%	Les recommandations de l'audit sont appliquées
Nombre d'évaluation à mi-parcours	1	1	100%	réalisé du 15 au 30 novembre 2010
Nombre d'atelier Synergie (PPNEX)	3	2	66%	Atelier de planification Atelier bilan mi-parcours Atelier de formation finance
Nombre d'atelier de planification	1	1	100%	Consultant International indépendant.

Ce produit a été réalisé avec un taux très satisfaisant. Le taux d'exécution budgétaire de 80% exigé par le NEX a été respecté durant tous les trimestres. En fin de première année, l'ensemble des Agences ont globalement atteint un taux de 65%, étant entendu que la plupart des produits vont se réaliser avant juin 2011.

Indicateurs	**Produit 3.2** : Un plan de communication est mis en œuvre			
	Cibles	Réalisés	Taux de réalisé	Observations
Nombre de plan de communication	1	01	0%	Le processus est en cours, la personne ressource identifié
Nombre d'émissions radios sur les SEF réalisées	3	0	0%	Contraintes de coûts
Temps d'enregistrement vidéo	30 mn	7 mn	23%	La cellule Com de la DEF a enregistré 8 personnes sur dix, il reste cinq films de sites pour finalisation
Nombre d'actes sur les SEF diffusés	2000	2000	100%	Actes d'information sur les SEF
Nombre d'actes sur d'informations diffusés	1500	1500	100%	Actes d'information sur la fiscalité
Nombre de rapport d'enquêtes de perception	10	9	90%	Neuf des 10 sites ont été étudiés
Nombre d'atelier de lancement du PASEF	1	0	0%	Non budgétisé, il était prévu un appui du PNUE

En ce qui concerne le produit du plan de communication, les aspects relatifs aux supports ont été réalisés à 100%. Toutefois, la partie médiatisation et communication de masse connaît quelques difficultés liées aux coûts élevés d'accès aux média (TV, radio, journaux) comparativement à ce qui a été budgétisé.

2.2 Analyse globale des écarts

En dépit des difficultés notées lors de la fin de la fin de la première année qui a duré près de six mois sans fonds, l'UCP a mené assez correctement les activités planifiées en 2010. Globalement, la majorité des activités ont atteint 100% de réalisation, certaines autres activités sont prévues pour le début du premier trimestre de l'année 2011.

Toutefois, faute de budget de communication assez conséquente, les activités relatives au plan de communication connaissent une mise en œuvre mitigée, ce qui rend le PASEF encore peu connu en dehors des parties prenantes et populations approchées.

2.3 Principaux enseignements

Les premières leçons apprises se résument comme suit :

- La synergie entre Agences SNU et services étatiques en charge de certaines activités du PASEF est une réalité constatée à partir de réunions tournantes ;
- Les points focaux SNU et nationaux ne ménagent aucun effort pour que les activités du PASEF soient visibles au sein de leur structures respectives ;
- Au niveau national, le PASEF a mis en évidence les enjeux du paiement des services des écosystèmes (PSE) ;
- L'expertise nationale s'est beaucoup améliorée en matière de PES ;
- Il apparaît un premier signal fort en termes de seconde phase opérationnelle du PASEF pour traduire ses résultats en microprojets communautaires.

2.4 Rappel du budget global 2010

Agences	Budget ($ US)	Coûts indirects ($ US)	Total Agence ($ US)
FAO	99,627	6,974	106,601
OIM	40,000	2,800	42,800
ONUDI	68,500	4,795	73,295
PAM	109,106	7,637	116,743
PNUD	538,140	37,670	575,810
PNUE	225,900	15,113	241,013
UNESCO	56,500	3,955	60,455
TOTAL 2010	**1,137,773**	**78,944**	**1,216,717**

III. Bilan des réalisations en 2011

3.1 Niveau de réalisation des activités planifiées en 2011

Pour rappel, le caractère conjoint du projet exige que chaque Agence déroule les tâches qui lui sont dévolues au plan technico-financier, puis de rendre. Pour chaque produit livrable, l'Agence concernée organise une séance de restitution à des fins de validations. Après ces étapes, l'UCP consolide et analyse les résultats obtenus tels que prévus durant l'atelier de planification de 2010. La présente partie fait le point sur les activités du PASEF que les Agences ont déroulé sur le terrain.

Le bilan de l'exécution technique par produit (établi au 31 décembre 2011) est repris dans les tableaux ci-après :

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 1.1 : Le système d'informations (SI) mis en place par le CSE est élargi à l'ensemble des autres SEF	**1.1.1.** Assurer l'appui technique des Agences nationales à la finalisation du SGA	3	3	100%	Action de l'Expert PNUE
	1.1.4. Caractériser les compromis des SEF	2 étud	2	100%	ANSD/DEEC /CSE
	1.1.5. Actualiser les bases des données sur les ESF et les SEF	1	0	0%	Suivi par le CSE
Indicateur : Nombre de modules complémentaires intégrés dans la base de données du CSE.	**1.1.6.** Procéder à l'acquisition des équipements liés au système d'information	1	1	100%	DEEC

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 1.2 : la VET des SEF est évaluée **Indicateur** : la VET des SEF est connue	**1.2.3.** Collecter, consolider et analyser les informations relatives aux études économiques (VET) des SEF	1 etud 1 étud	0,6 0,8	60% 80%	DEEC (Micro) ANSD (Macro)
	1.2.4. Déterminer la chaine de valeur des produits forestiers	1	1	100%	ONUDI
	1.2.7. Assurer le fonctionnement de l'unité du projet à l'ONUDI	1	1	100%	ONUDI

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 1.4: Les forces motrices de la dynamique des SEF sont caractérisées **Indicateurs** : - nombre de déterminants principaux de l'évolution des SEF - Existence d'un profil des SEF des sites	**1.4.1.** Valider les études sur les investissements et les AGR nécessaires en vue d'une meilleure préservation des SEF	3 études	3	100%	FAO
	1.4.2. Finaliser les enquêtes sur la vulnérabilité (VAM) et les flux migratoires pour améliorer les connaissances au niveau de l'interaction entre les SEF et le bien-être des populations	1 étude	1	100%	PAM
	1.4.3. Poursuivre les études sur la RB (bibliographie, collecte de données scientifiques et enquêtes socio-économiques)	3 études	3	100%	UNESCO
	1.4.5. Collecter, traiter et analyser les informations relatives aux facteurs de changements des services d'écosystèmes forestiers	1 étude	1	100%	ANSD
	1.4.7. Organiser un atelier de restitution des résultats obtenus par l'OIM dans le cadre du PASEF	1 atelier	0	0%	OIM
	1.4.8. Mener des études complémentaires sur les profils migratoires de cinq sites du PASEF.	1 étude	1	100%	OIM

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 1.5 : Les scénarii des changements climatiques de l'EM sont contextualités. **Indicateurs** : - nombre de modèles testés - nombre de rapports produits par scénarii	**1.5.1.** Mettre en place les groupes de travail sur 'élaboration des scenarii	1 GT	0	0%	PNUE
	1.5.2. Développer les scenarii plausibles sur les SEF au Sénégal sous l'hypothèse des changements climatiques à base des scenarii du MA	3 scènarii	0	0%	PNUE

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 2.1 : Un système fiscal intégrant la VET des SEF est développé **Indicateurs** : - nombre de textes de lois sur la fiscalité environnementale - nombre d'Actes administratifs pris par les autorités locales	**2.1.1.** Mettre en place les groupes de travail sur l'élaboration d'un schéma d'écotaxe	1 GR	0	0%	PNUE
	2.1.2. Appuyer les Agences dans la mise en œuvre de l'écotaxe	3 Agences	3	100%	PNUE
	2.1.3. Développer des projets de modèle d'écotaxe	1 modèle	0	0%	PNUE

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 2.2 : Une approche pilote participative de création d'une RB tenant compte de la VET des SEF est développée **Indicateurs** : - nombre de textes de lois proposés sur la fiscalité env. proposés - nombre d'Actes administratifs pris par les autorités locales	**2.2.3.** Elaborer une charte locale de bonne gestion de la RB	1	1	100%	UNESCO
	2.2.4. Mettre en place les organes de gestion de la RB	3	3	100%	
	2.2.5. Former les gestionnaires et autres acteurs sur le dialogue dans les RB	40 pers	40	100%	
	2.2.6. Former les communautés locales sur les AGR	2 thèm.	2	100%	
	2.2.7. Organiser un atelier de validation du formulaire	1 atel.	1	100%	
	2.2.8. Organiser un atelier de réflexion sur les mécanismes de financement de la RB et les programmes de recherche à développer	1atel	1	100%	
	2.2.9. Organiser une Campagne de sensibilisation sur les actions de GRN	200 pers.	190	95%	
	2.2.10. Assurer le fonctionnement de l'unité du projet à l'UNESCO	1 Expert	1	100%	

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 2.4: Le renforcement de capacités des parties prenantes sur la gestion des SEF est réalisé **Indicateurs** : - Nombre d'ateliers de formation tenus - Nombre de bénéficiaires de renforcement de capacités - Nombre de thèmes abordés durant le renforcement de capacités - Part du budget alloué au renforcement de capacité	**2.4.2.** Sensibiliser et Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la gestion des écosystèmes forestiers et de leurs services	120 3 Atél..	118 3 Atél.	98% 100%	ONUDI
	2.4.7. Organiser des ateliers régionaux de restitution des résultats Micro projets en SEF	1 atel	1	100%	UCP

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 3.1 : La gestion technique administrative est assurée **Indicateur** : - Taux d'exécution technique - Taux d'exécution budgétaire	**3.1.1.** Assurer le fonctionnement de l'Unité de Coordination	6 Agen.	6	100%	UCP
	3.1.2. Organiser des ateliers régionaux de partage/Cadres de concertation	7 atel	7	100%	
	3.1.3. Mettre en place un dispositif de S&E des activités du projet	1 Disec	1	100%	
	3.1.5. Assurer la prise en charge de l'audit annuel du projet	2 audits	2	100%	
	3.1.7. Participer aux ateliers organisés dans le cadre de la modalité NEX	3 atel	2	75%	
	3.1.8. Organiser un atelier de planification annuel des activités du projet	1 atél	1	100%	

Produit escompté	Activités Clés	Planification			Observations
		Prévues	Réalisées	Taux %	
Produit 3.2 : Un plan de communication est mis en œuvre **Indicateur** : - Nombre de supports médiatiques diffusés - Nombre d'émissions radios-télévisions - Nombre d'actions de plaidoyers	**3.2.1.** Organiser des séances d'information médiatisée sur les SEF, leur VET et leurs mécanismes de paiement (émissions radio, TV, etc.)	10 panneaux Radio +TV	10 3	100% 0%	UCP
	3.2.2. Elaborer et diffuser des supports didactiques sur le PASEF	2000 dépliants	2000	100%	
	3.2.3. Vulgariser et partager les résultats des études, des ateliers, etc.	1 atel	1	100%	
	3.2.5. Organiser un atelier de partage des résultats de l'évaluation globale (SGA)	1 atel	1	100%	
	3.2.6. Organiser un atelier national de présentation des résultats à mi-parcours	1 atel	0	0%	UCP/PNUE

3.2. Analyse des écarts

En fin de deuxième année, la presque totalité des Agences finissaient leur programme. Seuls le PNUD, l'ONUDI et le PNUE continuent les activités en troisième année. L'analyse du suivi des activités montre que les résultats atteints sont satisfaisants. Globalement, la majorité des activités ont atteint 100% de réalisation. Toutefois, nous notons que certaines connaissent un niveau de réalisation autour de la moyenne ou pas encore engagée. C'est surtout les actions du PNUE qui connaissent cette difficulté qui s'explique par les lenteurs administratives en ce qui concerne les contrats signés avec les structures nationales.

Il fau aussi signaler que faute de budget de communication assez conséquente, les activités relatives au plan de communication connaissent une mise en œuvre mitigée, ce qui rend le PASEF encore peu connu en dehors des parties prenantes et populations approchées. En ce qui concerne les ressources financières, les Agences fournissent des rapports financiers globaux, ce qui rend difficile l'analyse des dépenses par type d'activité. Les tableaux suivants fournissent la situation financière prévisionnelle et exécutée par Agence.

Poids financier des Agences en valeurs absolues et relatives

Agences	Budget en US$
FAO	115 432
OIM	159 216
UNESCO	197 031
ONUDI	199 020
PAM	208 971
PNUE	1 556 804
PNUD	1 563 526
Total général	**4 000 000**

Agences	% du budget US$
FAO	2,89%
OIM	3,98%
UNESCO	4,93%
ONUDI	4,98%
PAM	5,22%
PNUE	38,92%
PNUD	39,09%
Total général	**100%**

Niveau de réalisation par Agence

Agences	Budget planifié dans le DAP en dollars US	Dépenses éxécutées en dollars US$	Niveau de réalisation en %
FAO	115 432	113 432	98,27%
OIM	159 216	159 216	100%
ONUDI	199 020	143 405	72,06%
PAM	208 971	208 971	100%
PNUD	1 563 526	1 303 286	83,36%
PNUE	1 556 804	858 530	55,15%
UNESCO	197 031	184 031	93,40%
Total général	**4 000 000**	**2 970 871**	**74,27%**

3.3. Principaux enseignements

Les premières leçons apprises se résument comme suit :

- La synergie entre Agences SNU et services étatiques en charge de certaines activités du PASEF est une réalité constatée à partir des ateliers de validation de produits ;
- Les points focaux SNU et nationaux ne ménagent aucun effort pour que les activités du PASEF soient visibles au sein de leur structures respectives, toutefois la fin de leurs contrats rend la remontée des informations peu aisée ;
- Au niveau national, le PASEF a mis en évidence les enjeux du paiement des services des écosystèmes (PSE) ;
- L'expertise nationale pour les Agents du MEPN et autres services étatiques s'est beaucoup améliorée en matière de PES ;
- Le PASEF a capitalisé d'importantes informations sur les services des écosystèmes qu'il importe de valoriser à travers l'expérimentation de microprojets orientés dans le domaine du paiement des services des écosystèmes.

3.4 Rappel du budget global 2011

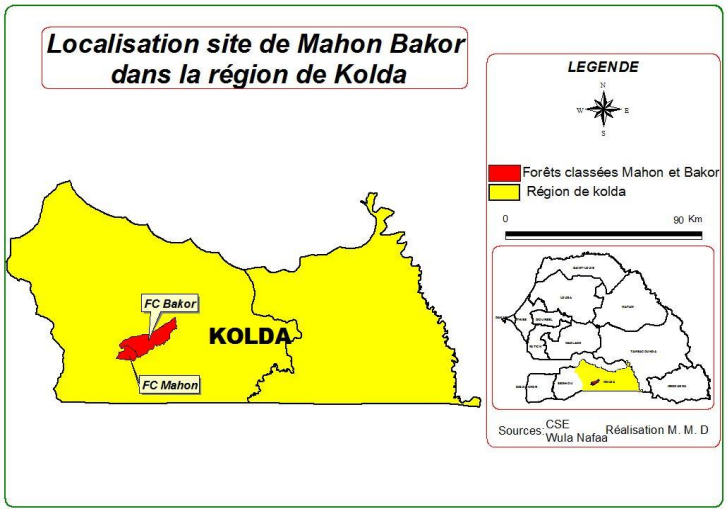
Agences	Budget ($ US)	Coûts indirects ($ US)	Total Agence ($ US)
FAO	2,000	-	2,000
OIM	6,356	-	6,356
ONUDI	64,000	-	64,000
PAM	Sans coût	-	Sans coût
PNUD	466,548	24,742	491,290
PNUE	627,000	-	627,000
UNESCO	62,550	-	62,550
TOTAL 2010	**1,228,454**	**24,742**	**1,253,196**

IV. Bilan des réalisations en 2012

4.1 Résultats obtenus en 2012

Produit 1.3 : Le renforcement de capacités des parties prenantes sur la connaissance des SEF est réalisé.

Pour ce produit, l'ONUDI a réalisé des entretiens/interactions avec les différentes autorités administratives, techniques (Services des Eaux et Forêts, anciens membres équipes PFRK, PAEFK, etc.) et locales (responsables des collectivités locales). Ils ont permis d'informer mais aussi et surtout de pondérer et de mieux préciser certaines informations fournies par la documentation exploitée au tour du site de la forêt classée de Mahon-Bakor, voir carte ci-ci contre :



Le résultat de la chaîne de valeur estimée par l'ONUDI donne **ainsi une valeur sous estimée de la VET (6.899 984 F CFA/Ha/an)** et lance les bases d'une détermination de VET d'un écosystème forestier à travers celui de Mahon et Bakor tout en ouvrant de réelles pistes de recherche/étude et d'approfondissement que le cadre de cette étude, en termes d'horizons temporel et de moyens ne saurait permettre. Ici, notons que la vraie valeur estimée est 125 fois plus élevée que celle actuellement appliquée au massif forestier.

Au chapitre du suivi, le PAM a déposé son rapport final en version dure et CD. Cette Agence devra faire une section spécifique pour le PASEF dont le contenu insistera sur les services des écosystèmes pour cadrer avec les besoins du projet. En ce qui concerne l'information et la sensibilisation sur les SEF, l'UCP a distribué aux partenaires 490 supports sous forme de calendriers portant un descriptif des différents et leurs, leurs usages. Au niveau terrain, la moitié des panneaux contenant l'information scientifique sur les conditions et tendances des sites a été implantée. Cette activité a fait l'objet d'un partage avec les populations locales sur la fragilité des différentes strates de leurs sites.

Concernant le résultat final obtenu par l'ONUDI, trois catégories de services ont été identifiés et évalués. Il s'agit :

- **les *valeurs d'usage direct***, c'est à dire celles tirées directement de l'usage de la ressource ;
- **les *valeurs d'usage indirecte,*** c'est-à-dire les valeurs qui viennent de l'avantage fonctionnel de la ressource naturelle ;
- et enfin **les *valeurs de non usage* ou *valeusr d'option*** placées sur des utilisations futures possibles de la ressource. Le tableau suivant résume la détermination de la chaîne des valeurs des services identifiés :

Produits forestiers ligneux	*Local, régional,*	*3.600.000 FCFA/an pour le bois d'œuvre*
PFNL	*Local, régional*	*10.375.360 FCFA/an*
Approvisionnement en eau potable	*Local*	*5.589.000.000 FCFA/an*
Fixation carbone	*National*	*1.246.823.624 F CFA/an*
Réserve de terres fertiles	local	*9.180.000 FCFA/an.*
Valeur économique totale de la forêt		***6.899.878.984 FCFA/an***

Les séances de renforcement de capacités réalisées par l'ONUDI ont concerné deux niveaux :

- le niveau local à partir duquel, l'ONUDI a partagé et validé les résultats avec les élus locaux, les fournisseurs et les gestionnaires de ces ressources, puis l'ONUDI a proposé des modalités possibles de transfert de gestion et de valorisation des ces services, suite à une étude commanditée dans ce sens.

- Le niveau national qui a permis à l'ONUDI d'inviter les services techniques, les parties prenantes et les élus locaux régionaux qui ont chacun en ce le concerne apporté ses contributions et suggestions pour la finalisation du rapport de l'ONUDI.

En fin, il était prévu de faire une validation par le panel scientifique du projet. Pour des raisons administratives, cette dernière rencontre de validation finale n'a pas eu lieu. Actuellement, il revient à l'UCP de faire une large diffusion des résultats obtenus. Ces résultats vont servir utilement au plan de communication envers les décideurs, les services techniques, les projets et programmes qui interviennent dans le domaine du paiement des services des écosystèmes forestiers.

Au plan des échanges, l'UCP a entrepris avec le Staff du PNUE Nairobi, un ***« Week in Focus »*** sous forme de vidéo conférence durant trois jours avec le PNUE. Trois thèmes majeurs ont été abordés : (a) le modèle d'évaluation des services des écosystèmes : cas du Sénégal, (b) les modèles de gestion participatives au Sénégal et (c) la méthodologie de dissémination des enseignements tirés de l'expérience du projet.

Produit 3.1 : La gestion technique et administrative du projet est assurée.

Malgré le retard considérable du déblocage des fonds du présent trimestre, (14 mars 2012), l'UPC a correctement fonctionné en assurant un suivi correct des activités. Toutefois, les activités de terrain étaient au ralenti pour cette même raison. Le séminaire de partage des résultats d'audit organisé par la CAP a été l'occasion pour féliciter le PASEF de la bonne conduite des opérations comptables et financières.

Produit 3.2 : Un plan de communication est mis en œuvre.

Du fait de la complexité de ses activités et des thèmes véhiculés, cette activité a connu un élan intéressant, suite à la réalisation du site WEB du PASEF. Présentement la page WEB est construite. Son alimentation se poursuit en vue d'assurer le réglage de certaines fonctionnalités. L'invite est le lien http://www.pasef.org/ .

Du fait de la complexité de ses activités et des thèmes véhiculés, cette activité a connu un élan intéressant, suite à la réalisation du site WEB du PASEF. Présentement la page WEB est construite. Son alimentation se poursuit au fur et à mesure que les derniers résultats seront validés.

En ce qui concerne la réserve de biosphère une galerie de plus d'une centaines de photos qui touchent les aspects de conservation et de développement de ce milieu et des images vidéo de plus de deux heures sont réalisées et envoyées à l'UNESCO Paris en vue de la validation du formulaire déposé par l'UNESCO Dakar.

L'ensemble de ces informations est disponible dans le site du projet dont le lien est : http://www.pasef.org/ .

Pour les aspects de communication de masse, les conditions et tendances des écosystèmes et leurs services sur une vingtaine d'années sont compilées sous forme d'informations scientifiques. Ces supports de communication sont installés sous forme de panneaux dans neuf des dix sites du projet. le dixième sera installé très prochainement.

4.2. Exécution budgétaire

Pour le trimestre (Avril-Juin 2012), un plan de travail d'un montant de Trente Cinq Millions Cinquante Neuf Mille Cinq Cent Quatre Vingt Six (35 059 586) FCFA a été élaboré et approuvé par le Comité de Pilotage en vue de l'exécution des prévisions.

A la date du 05 Avril 2012, une demande d'autorisation de financement et de confirmation des dépenses (FACE) d'un montant de 35 059 586 F. CFA a été adressée à la Cellule d'Appui à la mise en œuvre des Projets/Programmes (CAP) pour approbation et envoi au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Le 15 Mai 2012, le PNUD effectue un virement de Trente millions Deux Cent Soixante Dix Sept Mille Treize (30 277 013) FCFA

3.2. Exécution des dépenses dans le cadre du NEX

A la date du 30 Juin 2012, les dépenses effectuées s'élèvent à Trente Deux Millions Soixante Deux Mille Cinq Cent Soixante Un (32 062 561) Francs CFA, équivalent à Soixante Onze mille Deux Cent Cinquante dollars (71 250) dollars US. Ces dépenses concernent essentiellement les salaires du personnel, les missions de suivi des activités, les missions intérieures et extérieures pour la formation du personnel et les frais récurrents notamment les frais généraux pour la gestion administrative du projet.

3.3. Solde budgétaire dans le cadre du NEX

A la date du 30 Juin 2012, le solde dans nos livres est de Un Million Neuf Cent Quatre vingt Dix Sept Mille Vingt Cinq (1 997 025) FCFA.

CHAPITRE III : SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Année après année, nous avons tenté de souligner, de déterminer les contraintes et de noter les leçons apprises mais aussi les propositions de solutions. Dans les pages qui suivent, nous examinons les résultats obtenus au regard des trois grands effets qui étaient rattachés au projet.

Le premier effet attendu qui concerne une meilleure connaissance des écosystèmes forestiers et de leurs services est pratiquement atteint à plus de 95%. En particulier les conditions et tendances des écosystèmes sont défini et puis la chaîne de valeur des services forestiers du massif de Mahon-Bakor déterminée. Seule l'actualisation de la base de données du CSE reste à engager, pendant que l'activité sur l'écotaxation est en cours de réalisation par le PNUE qui a décidé de confier ce travail à un Consultant Sénior, spécialiste de ces questions.

Effets et Produits attendus	Activités clés	Indicateurs	Cibles	Cadre temporel				Budgets		Agences SNU	Explications des écarts
				T1	T2	T3	T4	prévus	réalisés	responsables	
X Entièrement réalisé	X En cous	X Non réalisé									
Effet spécifique n°1 : Assurer une meilleure connaissance des Ecosystèmes Forestiers, de leurs services et de leur Valeur Economique Totale (VET)											
❖ **Produit 1.1** : Le système d'informations (SI) mis en place par le CSE est élargi à l'ensemble des autres SEF ;	**1.1.1.** Assurer l'appui technique des Agences nationales à la finalisation du SGA	Nombre de modules complémentaires intégrés dans la base de données du CSE.		X	X	X	X	67 500 000		PNUE	Le PNUE a appuyé l'ANSD, le CSE et la DEEC sur les approches méthodologiques de leurs thèmes respectifs
	1.1.4. Caractériser les compromis des SEF					X	X	18 000 000		PNUE	Le CSE a caractérisé les compromis dans les dix sites
	1.1.5. Actualiser les bases des données sur les ESF et les SEF					X	X	26 775 000		PNUE	
	1.1.6. Procéder à l'acquisition des équipements liés au système d'information			X				11 250 000		PNUE	Du matériel d'analyse est fourni à la DEEC
❖ **Produit 1.2** : la valeur économique totale(VET) des services forestiers (SEF) est évaluée ;	**1.2.3.** Collecter, consolider et analyser les informations relatives aux études économiques (VET) des SEF	La VET des SEF est connue			X	X	X	22 500 000		PNUE	La DEEC et l'ANSD ont respectivement abordé les études micro et macro-économiques
	1.2.4. Déterminer la chaine de valeur des produits forestiers			X	X	X	X	4 365 000		ONUDI	La chaîne de valeur des certains SEF de Mahon-Bakor est déterminé,
	1.2.7. Assurer le fonctionnement de l'unité du projet à l'ONUDI			X	X	X	X	2 700 000		ONUDI	L'Expert nation vient de boucler son contrat

Effets et Produits attendus	Activités clés	Indicateurs	Cibles	Cadre temporel				Budgets		Agences SNU	Explications des écarts
				T1	T2	T3	T4	prévus	réalisés	responsables	
X Entièrement réalisé	X En cous	X Non réalisé									
❖ **Produit 1.3** : Le renforcement de capacités des parties prenantes sur la connaissance des SEF est réalisé ;	**1.3.4.** Renforcer les capacités des agents du MEPN et des Collectivités locales	Nombre d'ateliers de formation tenus/Nombre de bénéficiaires			X	X	X	39 489 628		PNUD	**40,5%** de réalisé, la différence étant prévue au cours des 3ème et 4ème trimestres
❖ **Produit 1.4**: Les forces motrices de la dynamique des SEF sont caractérisées ;	**1.4.1.** Valider les études sur les investissements et les AGR nécessaires en vue d'une meilleure préservation des SEF			X	X			900 000		FAO	Les trois études prévues sont validées
	1.4.2. Finaliser les enquêtes sur la vulnérabilité (VAM) et les flux migratoires pour améliorer les connaissances au niveau de l'interaction entre les SEF et le bien-être des populations			X	X			-		PAM	Le PAM a déposé son rapport génral sur la VAM
	1.4.3. Poursuivre les études sur la RB (bibliographie, collecte de données scientifiques et enquêtes socio-économiques)	- nombre de déterminants principaux de l'évolution des SEF		X	X			3 600 000		UNESCO	Le formulaire est envoyé à l'UNESCO Paris pour validation
	1.4.5. Collecter, traiter et analyser les informations relatives aux facteurs de changements des services d'écosystèmes forestiers	- Existence d'un profil des SEF des sites		X	X	X	X	11 250 000		PNUE	le CSE a déposé son rapport sur le conditions et tendances des SEF
	1.4.7. Organiser un atelier de restitution des résultats obtenus par l'OIM dans le cadre du PASEF			X	X			476 550		OIM	Atelier tenu
	1.4.8. Mener des études complémentaires sur les profils migratoires de cinq sites du PASEF.			X	X			2 383 650		OIM	Les étude complémentaires de l'OIM sont réalisées
❖ **Produit 1.5** : Les scénarii des changements climatiques de l'EM sont contextualisés.	**1.5.1.** Mettre en place les groupes de travail sur l'élaboration des scenarii			X	X	X	X	6 750 000		PNUE	En lieu et place du Gt, un Consultant est commis
	1.5.2. Développer les scenarii plausibles sur les SEF au Sénégal sous l'hypothèse des changements climatiques à base des scenarii du MA	Nombre de modèles testés/nombre de rapports produits par scénarii		X	X	X	X	36 000 000		PNUE	Travail en cours

Le second effet attendu qui consistait à mettre en place un modèle participatif de gestion a connu un excellent résultat avec l'ensemble des études biophysiques, socio-économiques et cartographiques réalisées par l'UNESCO. L'aboutissement de ce résultat sera l'acceptation de la réserve de biosphère de Ferlo par le CIC de l'UNESCO/Paris. Il faut noter cependant que pour cet effet, que le produi 2.1 relatif à l'écotation est en cours de réalisation par le PNUE.

Effets et Produits attendus	Activités clés	Indicateurs	Cibles	Cadre temporel				Budgets		Agences SNU	Explications des écarts
				T1	T2	T3	T4	prévus	réalisés	responsables	
X Entièrement réalisé	X En cous	X Non réalisé									
Effet spécifique n°2 : Mettre en place un modèle participatif de gestion et de valorisation équitable des SEF en vue de l'intégration des VET dans la politique fiscale.											
❖ **Produit 2.1** : Un système fiscal intégrant la VET des SEF est développé ;	**2.1.1.** Mettre en place les groupes de travail sur l'élaboration d'un schéma d'écotaxe	Nombre de textes de lois sur la fiscalité environnementale			X	X		5 625 000		PNUE	En lieu et place du Gt, un Consultant est commis
	2.1.2. Appuyer les Agences dans la mise en œuvre de l'écotaxe	Nombre d'Actes administratifs pris par les autorités locales			X	X	X	45 000 000		PNUE	Travail en cours
	2.1.3. Développer des projets de modèle d'écotaxe					X	X	18 000 000		PNUD	Des fiches microprojets réalisés

Effets et Produits attendus	Activités clés	Indicateurs	Cibles	Cadre temporel				Budgets		Agences SNU	Explications des écarts
X Entièrement réalisé	X En cous	X Non réalisé		T1	T2	T3	T4	prévus	réalisés	responsables	
❖ **Produit 2.2** : Une approche pilote participative de création d'une RB tenant compte de la VET des SEF est développée ;	2.2.3. Elaborer une charte locale de bonne gestion de la RB	Une approche pilote participative de création d'une RB tenant compte de la VET des SEF est développée		X	X			2 025 000		UNESCO	Charte est élaborée par l'UNESCO
	2.2.4. Mettre en place les organes de gestion de la RB			X	X			2 025 000		UNESCO	Tout le processus de propositions de formulaire d'une RB est réalisé, le PASEF attend la désignation finale par UNESCO/Paris
	2.2.5. Former les gestionnaires et autres acteurs sur le dialogue dans les RB			X	X			2 025 000		UNESCO	
	2.2.6. Former les communautés locales sur les AGR			X	X			2 497 500		UNESCO	
	2.2.7. Organiser un atelier de validation du formulaire			X	X			6 075 000		UNESCO	
	2.2.8. Organiser un atelier de réflexion sur les mécanismes de financement de la RB et les programmes de recherche à développer			X	X			4 500 000		UNESCO	
	2.2.9. Organiser une Campagne de sensibilisation sur les actions de GRN			X	X			1 800 000		UNESCO	
	2.2.10. Assurer le fonctionnement de l'unité du projet à l'UNESCO			X	X			3 600 000		UNESCO	
❖ **Produit 2.4**: Le renforcement de capacités des parties prenantes sur la gestion des SEF est réalisé.	2.4.2. Sensibiliser et Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la gestion des écosystèmes forestiers et de leurs services	Nombre d'ateliers de formation tenus		X	X	X	X	21 735 000		ONUDI	sept collectivités locales ont bénéficié du renforcement de capacité réalisé par l'ONUDI,
	2.4.7. Organiser des ateliers régionaux de restitution des résultats Micro projets en SEF	Nombre de bénéficiaires de renforcement			X	X		4 999 500		PNUD	Atelier tenu

Le troisième effet attendu relatif au management du projet a produit des résultats satisfaisants dans l'ensemble. Toutefois, la partie communication connaît quelques difficultés qui s'expliquent par la faiblesse de son budget.
Globalement, la planification élaborée au cours du trimestre a été réalisée. Seules quelques activités, notamment celles du PNUE, se poursuivent en termes de finalisation. Actuellement, la clôture du projet est imminente avec une perspective de phase de consolidation qui sera soumise aux Autorités en charge de la mise en œuvre du projet..

Effets et Produits attendus	Activités clés X Entièrement réalisé X En cous X Non réalisé	Indicateurs	Cibles	Cadre temporel				Budgets		Agences SNU	Explications des écarts
				T1	T2	T3	T4	prévus	réalisés	responsables	
Effet spécifique n°3 : Assurer une gestion réussie des objectifs du projet											
❖ **Produit 3.1** : La gestion technique administrative est assurée ;	3.1.1. Assurer le fonctionnement de l'Unité de Coordination			X	X	X	X	179 606 283	**62 332 613**	PNUD	Cette activité concerne les salaires et charges de fonctionnement, A ce jour 35% d'exécution, la suite étant prévue pour les reste du temps de projet,
	3.1.2. Organiser des ateliers régionaux de partage/Cadres de concertation			X	X	X	X	3 796 500		PNUD	
	3.1.3. Mettre en place un dispositif de S&E des activités du projet			X	X	X	X	9 894 033	**1 723 000**	PNUD	Dispositif mis en place, Son alimention se poursuit, une page WEB est en cours
	3.1.5. Assurer la prise en charge de l'audit annuel du projet						X	4 495 000		PNUD	
	3.1.7. Participer aux ateliers organisés dans le cadre de la modalité NEX			X	X	X	X	2 045 250	**1 473 577**	PNUD	**72%** de réalisé, la différence est prévue pour les ateliers bilan NEX
	3.1.8. Organiser un atelier de planification annuel des activités du projet						X	3428672		PNUD	Un plan d'extention non cost pour anriver à la clôture du PROJET
❖ **Produit 3.2** : Un plan de communication est mis en œuvre.	3.2.1. Organiser des séances d'information médiatisée sur les SEF, leur VET et leurs mécanismes de paiement (émissions radio, TV, etc.)			X	X	X	X	3 997 500		PNUD	
	3.2.2. Elaborer et diffuser des supports didactiques sur le PASEF			X	X	X	X	3 498 000	**1 994 000**	PNUD	**57%** d'exécution, le coût de certains supports médiatiques dépassent les prévisions. Une synergie est en cours avec le projet NESA comme solution
	3.2.3. Vulgariser et partager les résultats des études, des ateliers, etc.				X	X		3 631 552		PNUD	l'ONUDI a déjà vulgariser ses résultats
	3.2.5. Organiser un atelier de partage des résultats de l'évaluation globale (SGA)			X				9 000 000		PNUE	En perspective
	3.2.6. Organiser un atelier national de présentation des résultats à mi-parcours				X			6 300 000		PNUE/PNUD	En perspective

CHAPITRE IV : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Au chapitre des conclusions et recommandations, nous nous référons aux résultats de l'évaluation à mi-parcours commandités par le Fonds OMD et réalisé par un Expert International indépendant

Pertinence

- Objectif clairement pertinent pour le Sénégal: VET/fiscalité forestière et foresterie communautaire
- Application directe de l'Evaluation des écosystèmes pour le Millénaire (EM)
- Une tentative pour mettre en place le concept "One UN" et les principes de la déclaration de Paris mais pas vraiment une réussite! …. des leçons ?
- Un document de projet cohérent mais pas un plan applicable comme tel. L'interprétation des résultats attendus est ambigu
- Une formulation faite trop vite sans assez de participation des parties prenantes (appropriation limitée de la formulation)

Efficacité

- Mise en œuvre avancée et les activités devraient être complétées à la fin du projet
- Les objectifs devraient être atteints
- Beaucoup de données sont produites mais pour l'instant un peu éparpillées

Efficience

- Géré le PASEF, une affaire compliquée!
- Toute une panoplie d'arrangements de gestion èune coordination des activités difficile
- Budget devrait être consommé à la fin du projet
- Une bonne structure participative de gestion du projet: comité technique, comité de pilotage et panel scientifique et (3) groupes de travail
- Un bon encrage du projet à la DEFCSS
- Une bonne appropriation des produits par les parties prenantes correspondantes
- Pourrait être plus focalisé sur la gestion axée sur les résultats (GAR)
- Les rapports de suivi ne reflètent pas complètement ce qui se passe sur le terrain – pertinence des indicateurs et/ou des rapports de progrès (?)

Impacts

- Potentiel élevé pour un impacte à long terme sur la gestion des ESF au Sénégal en contribuant à une approche novatrice pour un modèle de gestion communautaire des ESF
- Reste à négocier une sortie du projet optimum (règle des 80/20)
- Impactes Socio-économiques positifs claires sur les communautés locales

Durabilité

- Pas vraiment explicit dans la stratégie du projet

- Est aussi dépendante de la sortie du projet et de la règle des 80/20
- Certaines réalisations sont déjà institutionnalisées mais plus d'efforts sont nécessaires
- Besoin de consolider les produits et saisir des opportunités pertinentes pour institutionnaliser

- Besoin de:
    - Diffuser/disséminer les résultats à grande échelle
    - Former les acteurs à ces nouvelles approches et méthodes; particulièrement forestiers régionaux et agents des ARD
    - Infuser ces résultats dans les systèmes correspondants au Sénégal: GRN & DL
- Potentiel existe pour la réplication des résultats au Sénégal et possiblement dans la sous région

Leçons apprises

- Harmoniser le SNU demande des changements d'approche à faire au niveau global et non pas seulement local
- Il faut que les agences trouvent un intérêt à travailler ensemble
- Une organisation forte comme DEFCSS favorise la réplication d'idées novatrices

Recommandations

- Saisir toutes les opportunités existantes pour pérenniser les résultats du PASEF:

    - révision du code forestier
    - révision du code de chasse
    - établissement de directives nationales pour l'élaboration des plans (forestier) d'aménagement et des plans de gestion
    - D'autres opportunités dans les secteurs de l'agriculture, décentralisation, développement local, …?
- Page web sur le site du Ministère pour donner l'accès au public de toute l'information produite par le PASEF
- Etablir un plan de sortie du projet

- Consolider les résultats acquis avec des analyses transversales
- Compiler toute l'information disponible par site and publier cette information: «*profiles environnementaux*» par site, localité, région, ..
- Disséminer les résultats: conférences, séminaires, publications ciblant E&F, environnement et gouvernement locaux
- Organiser un séminaire régional sur le thème du PASEF

CHAPITRE V : ANNEXES